

Unité interdépartementale des deux Savoie  
ZI des Landiers Nord - 430, rue Belle Eau  
73000 CHAMBÉRY

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **Société SIBUET Environnement**

Zone artisanale La Grande Bellavarde  
73390 CHAMOUX SUR GELON

Affaire suivie par : Stéphane PACCARD  
Subdivision C2 « Carrières, Explosifs et Déchets inertes »  
Téléphone : 04 79 62 81 90  
Courriel : [stephane.paccard@developpement-durable.gouv.fr](mailto:stephane.paccard@developpement-durable.gouv.fr)  
Références : 20240424-RAP-InspIsdiSibuetEnvironnement\_ChamouxGelon-Complet  
Code AIOT : 0006114924

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2024 dans l'établissement SIBUET Environnement (ISDI) implanté Lieu-dit « Le Paquis » 73390 CHAMOUX SUR GELON. L'inspection a été annoncée le 22/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est intervenue dans le cadre du dépôt, par l'exploitant, le 19/02/2024, d'un dossier de Porter à connaissance relatif à une demande de modification des conditions d'exploitation de l'ISDI (prolongation de la durée d'autorisation d'exploiter).

Dans ce contexte, l'exploitant a été invité à présenter son projet à l'équipe municipale en mairie de Chamoux sur Gelon, commune d'implantation de cette installation.

L'inspection sur site, qui s'est déroulée à l'issue de cette réunion, avait notamment pour objectif d'acter l'arrêt effectif des apports de déchets au sein de l'installation dans l'attente de la finalisation de l'instruction de la demande susvisée et suite à l'échéance, au 15/03/2024, de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de ce site ICPE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société SIBUET Environnement
- Lieu-dit « Le Paquis » 73390 CHAMOUX SUR GELON
- Code AIOT : 0006114924
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

De janvier 2000 à janvier 2012, le site a été exploité sous couvert d'une autorisation municipale.

Depuis mars 2012, cette installation, devenue Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) est exploitée par la société SIBUET Environnement sous couvert d'un arrêté préfectoral DDT/SEEF n° 2012-159 du 15/03/2012 dont l'échéance est intervenue au 15/03/2024.

À noter que depuis le 01/01/2015, ce type d'installation relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). À cet effet, l'exploitant s'est vu délivré un récépissé de déclaration d'installations classées au titre des droits acquis en date du 25/09/2015.

L'installation ISDI de la société SIBUET Environnement accueille majoritairement (soit environ 83 %) les déchets inertes en mélange provenant de la collecte des bennes de gravats de 9 déchetteries gérées par des collectivités des départements 73 et 38.

Les 17 % restant proviennent de clients professionnels de la société SIBUET Environnement (entreprises du BTP basées en Savoie).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative (suspension effective des activités de traitement de déchets du site (mise en remblais) ;
- Situation administrative (examen du dossier de demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter reçu le 19/02/2024) ;
- Conformité aux plans et données techniques du dossier de demande d'autorisation (bornage).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- **« avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- **« susceptible de suites administratives »** : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 2 et 1.2 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	<b>1 mois</b>

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 1 et 3	Sans objet
3	Contrôle de la nature des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a principalement portée sur le volet administratif (instruction en cours de la demande de prolongation).

A cet occasion, l'exploitant a été invité à compléter son dossier de demande de prolongation par le dépôt d'une demande d'examen au cas par cas ainsi que la transmission d'une étude paysagère relative à la renaturation du site associée à un plan de phasage de l'exploitation afin de coordonner la remise en état finale du site aux opérations de remblayage restant à conduire.

Enfin, l'exploitant doit justifier du bornage effectif du périmètre administratif du site ICPE ainsi que de la zone autorisée pour les opérations de remblayage (actuelle et future).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 1 et 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Échéance de l'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 1<sup>er</sup> :</b> La société SIBUET, dont le siège est situé ZA de la Grande Bellavarde - Chamoux sur Gelon-73390, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, sur le site du lieu-dit "Le Paquis" sur la commune de Chamoux sur Gelon-73390, dans les conditions définies par le présent arrêté et ses annexes. [...]

<p><b>Article 3 :</b> A compter de la notification du présent arrêté, la durée d'exploitation du site est de douze ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 19/02/2024, l'exploitant a adressé au préfet un dossier de "Porter à connaissance" du 05/02/2024 relatif à une demande de prolongation de la durée d'autorisation d'exploiter son ISDI, cette dernière étant réglementée par un arrêté préfectoral disposant d'une échéance fixée au 15/03/2024.</p> <p>Dans ce contexte, l'exploitant a été invité à présenter son projet à l'équipe municipale en mairie de Chamoux sur Gelon, commune d'implantation de cette installation.</p> <p>L'exploitant ayant indiqué avoir cessé tout apport de déchets inertes sur l'emprise du site depuis le 31/03/2024, le service d'inspection s'est rendu sur site à l'issue de la réunion et en présence de l'exploitant, afin de constater l'arrêt (temporaire) des activités dans l'attente de l'instruction de la demande susvisée.</p> <p>A l'arrivée sur site, l'installation était fermée (portail métallique cadenassé). Par ailleurs, aucune activité n'avait cours et aucun engin n'était présent dans l'enceinte de l'ISDI.</p> <p>Enfin, la présence de dépôts récents de déchets n'a pas été relevée.</p> <p>Cette visite a permis d'acter la suspension des opérations d'apport de déchets sur l'emprise de l'installation.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que, dans l'attente de la délivrance d'un arrêté préfectoral complémentaire portant prolongation, les déchets inertes issus des activités de la société SIBUET ENVIRONNEMENT et traités jusqu'alors au sein de l'ISDI de Chamoux sur Gelon étaient à ce jour gérés, à titre transitoire, en relation avec la société du BTP EGPI (basée à 38570 Le Cheylas). Pour autant et malgré la demande du service d'inspection, l'exploitant n'a à ce jour pas apporté plus de précision quant à l'exutoire temporaire retenu pour ces flux de déchets inertes.</p> <p>Pour finir, dans le cadre de l'examen du dossier de demande de prolongation susvisé, l'exploitant a été invité à compléter sa demande de modification des conditions d'exploiter (demande de prolongation d'autorisation) par le dépôt d'une demande d'examen au cas par cas visant à apprécier si le projet de prolongation est susceptible ou non d'avoir un impact notable sur l'environnement et le cas échéant si une évaluation environnementale préalable doit être réalisée par le pétitionnaire.</p> <p>A cet effet, l'exploitant a notifié au préfet, le 09/07/2024, un dossier de demande d'examen au cas par cas, en application des articles L. 122-1 et R. 122-3 du code de l'environnement.</p> <p>Cette demande a fait l'objet d'un accusé réception du guichet unique ICPE en date du 10/07/2024 et de plusieurs demandes de compléments portant notamment sur l'étude paysagère en lien avec le projet de remise en état final du site (renaturation) et les mesures de surveillance des retombées de poussières atmosphériques.</p> <p>A ce jour, les éléments complémentaires sollicités n'ayant pas été transmis en totalité par le pétitionnaire, la demande précitée n'a toujours pas été jugée recevable.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La visite d'inspection a permis de confirmer l'interruption des apports de déchets inertes sur l'emprise du site et par conséquent, l'interruption temporaire de l'exploitation de l'installation ISDI dans l'attente de la finalisation de l'instruction de la demande de prolongation susvisée.</p> <p>A cet effet, il est demandé à l'exploitant de compléter son dossier de demande d'examen au cas par cas ainsi que son dossier de Porter à connaissance <b>dans les meilleurs délais</b>.</p> <p>De même, il est demandé à l'exploitant de justifier, <b>sous un délai de 15 jours</b>, de l'exutoire temporaire retenu dans le cadre de l'activité de gestion de déchets inertes de la société SIBUET ENVIRONNEMENT.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 2 et 1.2 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bornage / Implantation de l'installation

**Prescription contrôlée :****Article 2 :**

La surface foncière affectée à l'installation est de 2 hectares 25 ares 10 ca.

Cette surface est située sur les parcelles cadastrées suivantes :

Commune	Lieu-dit	Section	Numéro de parcelle	Surface affectée à l'installation (m <sup>2</sup> )	Surface affectée au stockage de déchets (m <sup>2</sup> )
CHAMOIX SUR GELON	<i>Le Paquis</i>	ZV	76	10 100 m <sup>2</sup>	8 900 m <sup>2</sup>
		ZV	75	7 400 m <sup>2</sup>	7 100 m <sup>2</sup>
		ZV	74	500 m <sup>2</sup>	450 m <sup>2</sup>

**Article 1.2. (Annexe I) : Conformité aux plans et données techniques du dossier de demande d'autorisation**

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.

L'installation est exploitée conformément aux prescriptions fixées en annexe I du présent arrêté, sans préjudice des réglementations autres en vigueur.

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, accompagnée de tous les éléments d'appréciation nécessaires.

**Constats :**

Pour rappel, le périmètre de l'installation est compris sur l'emprise des parcelles cadastrales 74, 75 et 76 de la section ZV pour une surface de 18 000 m<sup>2</sup> et une zone allouée au stockage des déchets plus réduite, à savoir 16 450 m<sup>2</sup>.

Les constats visuels opérés sur site lors de la précédente visite d'inspection de mars 2022 n'avaient pas permis de relever la présence effective de bornes implantées en tous points utiles du site afin de formaliser le périmètre administratif du site ICPE.

Dès lors, la bonne implantation de ce dernier au regard des limites des parcelles cadastrales visées par l'arrêté préfectoral n'avait pas pu être attesté par l'exploitant, de même que le respect des limites des zones de remblayage autorisées.

A l'issue de la visite d'inspection, il avait été demandé à l'exploitant de faire réaliser le bornage des limites du périmètre administratif de son installation ICPE par un géomètre.

Par courriel du 21/06/2022, l'exploitant avait justifié, auprès du service d'inspection, de la commande d'une prestation de bornage du site auprès de la société GEODE de Saint Pierre d'Albigny.

Pour autant, les constats visuels opérés sur site lors de cette nouvelle inspection n'ont de nouveau pas permis de relever l'existence de dispositifs de bornage physique sur site.

Par ailleurs, aucun document attestant de la réalisation effective de cette opération (plan de bornage) n'a été présenté par l'exploitant en séance ni même recensé dans les éléments du dossier de Porter à connaissance transmis par l'exploitant.

Cette inspection de terrain a cependant permis d'attester que l'exploitant n'a réalisé aucun dépôt de déchets sur le secteur situé au Sud-Est de l'ISDI, dans le prolongement du remblai actuel. Pour rappel, ce secteur, compris dans le périmètre de l'autorisation ICPE mais toujours non exploité au jour de la visite de mars 2022 avait fait l'objet, à posteriori, d'un diagnostic écologique par le bureau d'étude Karum, la présence d'espèces protégées étant suspectée. Le rapport associé, du 16 novembre 2022, avait alors conclu à la présence d'enjeux « biodiversité » sur ce secteur et la nécessité de les préserver.

En ce sens, les recommandations émises par le bureau d'étude ont été suivies.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au regard de ce qui précède, et dans le cadre de l'instruction de sa demande de renouvellement

de l'autorisation d'exploiter, l'exploitant doit justifier, **sous un délai n'excédant pas un mois**, du respect des limites d'emprise de son installation en transmettant dans les meilleurs délais, un plan de bornage.

Ce document, réalisé sur fond parcellaire cadastral (lisible), devra faire apparaître de manière explicite :

- **Le périmètre administratif autorisé de l'installation ICPE**, tel que défini dans le dossier de demande d'autorisation de 2011 ;
- **Le périmètre de la zone autorisée initialement à recevoir les remblais** (soit les 16 450 m<sup>2</sup> précités) ;
- **Le futur périmètre de la zone de stockage** sollicité au travers de la demande de prolongation susvisée ;
- **L'emprise au sol des stocks de remblais au jour du relevé géomètre.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 3 : Contrôle de la nature des déchets entrants

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets interdits dans l'installation

#### **Prescription contrôlée :**

##### **Article 2**

**I.** Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :

- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03\* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets ;
- des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- des déchets non pelletables ;
- des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- des déchets radioactifs.

[...]

#### **Constats :**

Lors de la réunion de présentation du projet de prolongation d'exploitation ISDI qui s'est tenue en mairie en présence du service d'inspection, Mme Danièle Thiabaud (conseillère municipale de Chamoux sur Gelon) a interpellé l'exploitant concernant l'admission de déchets "suspects" au sein de l'installation en février 2024.

Afin d'étayer ces propos, une photo a été présentée en séance. Cette dernière illustre la présence de dépôts blanchâtres en surface du remblai sur plusieurs secteurs de l'ISDI

L'exploitant s'était alors dit pour le moins étonné et n'avait pas été en mesure d'apporter des éléments de réponse à cet état de fait.

A noter que les constats visuels opérés sur site à l'issue de la réunion précitée n'ont pas révélé la présence de déchets de cette nature au sein des remblais présents sur l'emprise de l'installation ni de tout autre déchets interdits.

Postérieurement à la visite sur site, le service d'inspection a demandé à l'exploitant, par courriel du 29/04/2024, d'apporter les justifications de rigueur concernant la nature et l'origine de ces dépôts ainsi que les circonstances ayant conduits à ce dépôt.

Par courriel en réponse du 22/07/2024, l'exploitant a synthétisé les éléments de contexte concernant ce dépôt de déchets intervenu le 13 février 2024.

Il en ressort que ce dépôt résulte de l'erreur commise par un chauffeur "remplaçant" et en l'absence des deux chauffeurs officiellement affectés à l'ISDI.

Les déchets incriminés étaient en fait des restes de plâtre en poudre (déchets non inertes) présents à l'intérieur d'une benne en dessous des gravats. Le chauffeur ayant commis cette erreur aurait alors effectué un nettoyage de premier niveau sans en informer le responsable du site

Suite à cet incident, l'exploitant a conduit une analyse des causes et s'est engagé à tout mettre en œuvre afin qu'une erreur de cette nature ne se reproduise pas à l'avenir. A cette attention, l'exploitant a indiqué avoir mis en œuvre les mesures organisationnelles suivantes :

- Suspension de la collecte de déchets chez le client producteur à l'origine de cette non-conformité ;
- Réalisation d'un point de rappel en interne avec les chauffeurs affectés au site ISDI concernant les procédures et consignes relatives à l'admission et au contrôle des flux de déchets entrants dans l'installation (contrôle visuel des bennes de gravats, contrôle documentaire ....) ;
- Affectation d'un 3<sup>ème</sup> chauffeur de remplacement dédié à la gestion des flux de déchets/gravats à destination de l'ISDI ;
- Nouvel envoi du cahier des charges "gravats" à l'ensemble des clients du site ISDI.

**Type de suites proposées :** Sans suite